

POUR UNE MEDIATION REVOLUTIONNAIRE DES MOUVEMENTS DE MASSE

MORDANTI (Rome Lettres) (TESI N.2-3 MARS/AVRIL 1969)

Le texte que nous publions, ci-dessous, reflète une pratique militante effective conduite sur les bases idéologiques et stratégiques des "Collettivi" (1).

L'analyse du groupe de Tesi (2) est centrée sur le problème des rapports du mouvement de masse étudiant et de la révolution prolétarienne. A ce sujet, leur analyse critique des deux choix successifs faits par le "Movimento Studentesco" (M.S.), en ce qui concerne le problème de la "médiation" politique révolutionnaire, est à notre avis très utile et intéressante.

Tout mouvement politique (ou même toute action politique) s'exprime à deux niveaux distincts (même s'ils s'interpénètrent) : celui auquel se situe le mouvement étudiant lui-même et celui que sa présence dans le champ socio-politique où il s'exerce détermine. Cela n'implique aucune différence qualitative qui tendrait à privilégier l'un de ces deux niveaux sur l'autre ; cela n'autorise pas, notamment, à accepter et soutenir la thèse qui tend à qualifier les mouvements de masse comme "trade-unionistes" par nature et le parti révolutionnaire comme centre exclusif de la politisation. Une telle conception, qui est la conception "léninienne" (3) du parti, ne tient pas assez compte, à notre avis, de la complexité et des articulations du processus révolutionnaire en pays capitaliste avancé.

Nous pouvons définir ces deux niveaux par lesquels s'expriment les mouvements de masse, comme suit :

- 1) 1er niveau - politisation spécifique, aspect direct, subjectif ;
- 2) 2ème - politisation globale, aspect indirect, objectif.

Une métaphore éclairera peut-être : un aimant opère, simultanément deux actions distinctes

- 1) Il extrait un objet donné de son champ ;
- 2) Dans le même moment, l'extraction qu'il opère, trouble le champ magnétique qui l'entoure.

De même, le mouvement étudiant est présent et agit de deux façons différentes dans la réalité politique ;

a) par les effets que sa présence implique directement (actions dans les champs spécifiques de l'université et des lycées, force numérique, quotidienneté des luttes, formation de cadres, prédominance dans la masse étudiante, rapports directs ou indirects avec la classe ouvrière) ;

b) par tous "les troubles" que, comme aimant (magnétiseur), il cause dans le "champ magnétique" de la politique nationale dans son ensemble (aussi bien celle du gouvernement que celle des partis d'opposition).

Ainsi les rapports entre mouvement étudiant et forces politiques, entre société civile et "société politique", entre mouvements de masse et parti (4) forment un tout objectif (et donc nécessaire) en ce qu'il a surgi indépendamment de toute "intention" subjective du M.E. ; d'ailleurs, ce rapport de tension constitue une donnée politique dont les partis tiennent compte dans leur

stratégie. Et la "problématique" soulevée par le M.E. reçoit de toutes façons une réponse qui est positive ou négative, suffisante ou ridicule, mais qui toujours est une réponse à la provocation que l'existence du M.E. constitue.

Par "médiation politique", nous entendons l'action d'un parti qui, dans un contexte politique global, vise à assumer la problématique révolutionnaire posée par le développement des mouvements de masse, et qui cherche à unifier une diversité de mouvements sectoriels en une stratégie propre.

Or, ce mécanisme élémentaire (celui de "la médiation politique") semble être tout sauf clair aux militants du M.E. Au contraire, certains parlent encore candidement (en mêlant un pseudo-rigorisme à un goût indéniable de l'abstraction) de "se soustraire à toute médiation proposée par un parti". Et, plus grave, le problème de la médiation politique globale des luttes menées par le M.E. est un problème qui demeure en suspend, au moment même où les luttes et la tension politique croissent. L'efficacité révolutionnaire du M.E. en souffre, de façon souvent désastreuse ; la preuve en est les difficultés que le M.S. éprouve, lorsqu'il tente de parer aux coups répressifs de la réaction et aux offensives réformistes des révisionnistes.

Ce problème dont la solution déterminera, de façon décisive, l'efficacité (ou, l'incapacité) politique du M.E., est perçu mais jamais affronté de face : mis à l'ordre du jour, puis nié ; insuffisamment analysé ; jamais éclairci ni débattu à la base du M.E. Il est, en somme, "détourné", jusqu'à constituer, pour ainsi dire, le complexe du M.E. et la cause de sa "névrose politique".

C'est autour de ce problème que tourne le débat dans le M.E., débat où sont toujours évités précautionneusement les termes authentiques (peut-être parce qu'ils ne sont pas clairs, nous voulons le croire, à l'esprit des protagonistes du débat).

De cette façon, la compréhension du problème demeure impossible et interdit tout apport positif venant de l'intérieur même du M.E. Cela interdit conséquemment toute possibilité d'une résolution effective du problème.

Pour contribuer au moins à implanter clairement un débat, qu'il n'est jamais trop tôt de développer à la base du M.E., nous croyons devoir articuler notre analyse sur trois thèmes fondamentaux :

1) en quels termes s'est posé "historiquement" le problème de la "médiation" globale des luttes du M.E. Quelles réponses, cette situation "historique" a-t-elle impliquées à l'intérieur du M.E. ;

2) décrire et comprendre les diverses "réponses" qui se sont jusqu'à maintenant concrétisées, dans leur force et dans leurs limites ;

3) poser l'hypothèse, sur la base de cette analyse "historique" et politique, dans une solution plus efficace et exhaustive du problème qui nous intéresse.

DANS QUELS TERMES POLITIQUES OBJECTIFS S'EST POSE AU M.S. LE PROBLÈME DE LA "MEDIATION"

1) Nous avons dit que le problème de la "médiation" se présente, au M.E. du point de vue subjectif, comme étant central et décisif, c'est-à-dire, comme condition sine qua non de l'efficacité révolutionnaire du M.E. même. Mais, objectivement ?

Que comporte, sur le plan général de la lutte révolutionnaire et de l'exercice du pouvoir dans le pays, la résolution de la gamme de problèmes imposés par la présence du M.E. ?

Nous croyons que la médiation, que la présence du M.E. dans les mouvements de luttes, exige, implique chez celui qui l'assumera (cette médiation) la capacité effective de fournir une stratégie révolutionnaire efficace répondant, de façon claire, à cette autre question : comment peut se développer la révolution prolétarienne en Italie ?

Et cela non seulement parce que le M.E. a proposé, au niveau idéologico-politique, la révolution en Italie. S'il est vrai qu'un mouvement de masse ne naît pas de la tête de Jupiter, mais de la contradiction explosive provoquée à l'intérieur du tissu de la société civile, cela ne veut pas dire qu'un mouvement de masse s'exprime nécessairement de façon révolutionnaire.

Au contraire semble-t-il, tout ceci n'est que l'expression subjective du caractère objectivement révolutionnaire de la solution des problèmes sociaux et des problèmes historiquement centraux sur lesquels le mouvement de masse naît pour les refléter et les exprimer politiquement.

Ces problèmes (5) sur le fond desquels le mouvement de masse a ses racines, et que le M.E. exprime, sont en fait, réellement et historiquement décisifs pour autant que leur acuité dévoile la crise irréversible de la domination bourgeoise, et que leur solution implique l'avènement de l'hégémonie prolétarienne.

Nous comprenons alors que la "question politique" posée par le M.E. aux forces politiques, de par sa présence et son sens même, a été depuis le début, la plus difficile, (mais, aussi, la moins facile à écarter).

Quelles furent les réponses des forces politiques qui ont assisté à sa naissance, et à qui le M.E. pose clairement la question ? Les forces "responsables" du gouvernement, considérées dans leur ensemble complexe, ont donné la réponse la plus claire : la répression, myope et pourtant éloquente. Dans le même temps, ils défendaient avec ténacité ces mêmes intérêts rétrogrades et corporatistes que le M.E. dénonce (le pouvoir académique, etc.). Les forces gouvernementales ont ainsi réussi à maintenir provisoirement le bloc chancelant du pouvoir bourgeois qui lui-même garantit l'équilibre du capitalisme italien, dans l'opulence.

Le PCI, saisi, par contre-coup, dans son immobilisme révisionniste, a répondu, du moins jusqu'au Congrès de Bologne, par le silence. "Silence", que cette alternance de bénédictions électorales lancées au M.S. par Longo et de violents reproches du droitier Amendola. Silence encore, la course, engagée avec mauvaise humeur, par la FGCI, Occhetto et "la nouvelle gauche", à la suite du M.E.

Le panorama des "partis - nains" marxistes-léninistes et des groupuscules n'est guère plus encourageant, sur ce même problème de la médiation politico-stratégique des luttes du M.E. Les premiers, les groupuscules m-l, ont alors dû avouer leur caractère bureaucratique et guère léniniste. Face à un mouvement de masse qui posait objectivement le problème de la révolution prolétarienne, ils ont été incapables de faire une quelconque proposition politique, privés qu'ils étaient de toute ligne stratégique, les mettant véritablement à l'avant-garde des luttes.

Les seconds, les groupes minoritaires, alors qu'ils fournissaient leur idéologie et leurs élaborations théoriques propres aux militants du M.E., ont été détruits et balayés, comme si l'apparition du M.E. signifiait la fin de leur raison d'être et l'épuisement de leur rôle politique. Et, ce rôle politique ne consisterait-il pas, aujourd'hui, à poser réellement le problème de la médiation, et de reposer une exigence, celle de la révolution, que l'opportunisme et le révisionnisme du parti communiste semblent vouloir liquider ? Bref, la réponse que les forces politiques ont fournie à la question politique

d'une médiation globale et d'une gestion politico-stratégique révolutionnaire, posée par la présence et la signification du M.E., a été, dans l'ensemble, le silence.

Le M.E. doit alors tenter de sauver sa propre signification politique révolutionnaire : refuser toute tentative insuffisante de médiation, toute tentative visant à l'étouffer et à clore le débat sur les problèmes de la révolution en Italie. Il s'agit, donc, de sauver l'autonomie du M.E. et de contrer les tentatives réformistes.

Cela signifie notamment que le M.E. doit imposer la thèse de l'hégémonie prolétarienne par la révolution socialiste, comme sa thèse fondamentale.

Dans ce but, le M.E. tente, effectivement, de s'acquitter de sa fonction historique : réaffirmer l'impossibilité de résoudre la problématique centrale de l'université dans un cadre bourgeois, sans une initiative révolutionnaire parallèle du prolétariat. Comprendre cela, et comprendre aussi que cet acte de "défense" idéologique et stratégique risque (du fait même du manque objectif d'une stratégie d'alliance avec le prolétariat) de tomber dans l'anarchisme et l'extrémisme bourgeois ; comprendre cela, donc, c'est opérer la détermination du sens politique de l'année de lutte du M.E. comme de la crise actuelle qu'il traverse.

2) Les militants du M.E. ont-ils tenté de résoudre, jusqu'à maintenant, ce problème central de la médiation ?

Les réponses fournies jusqu'à présent à ce problème sont, apparemment, assez diverses ; elles ont pourtant une communauté d'origine ; il serait possible et nécessaire de soustraire la lutte du mouvement étudiant à la médiation "d'autrui" (partis révisionnistes, en particulier).

Nous examinerons plus tard les fondements d'une telle analyse qui, comme description politique des solutions proposées par le M.E., peut nous intéresser. Il faut, toutefois, souligner dès maintenant la vérité interne de cette analyse : une telle ligne (possibilité ou même nécessité de remplacer la médiation des partis) parvient en partie à répondre à cette exigence que la situation politique rend centrale pour le M.E. : refuser la "médiation" révisionniste et sauver à tout prix la signification révolutionnaire des problèmes posés sur le tapis.

Ceci posé, deux choix demeurent possibles : ou transformer le M.E. en parti, ou procéder à la constitution d'un parti aspirant à diriger les luttes du M.E., comme celles des autres mouvements de masse.

Le premier choix est celui que le M.E. a opéré l'année dernière après Valle Giulia. Jamais théorisé à cause d'un résidu de pudeur idéologique, "le parti étudiant" vise, en fait, ceci :

1) Eliminer du milieu étudiant l'avant-garde interne du M.E. ; par conséquent, la spécificité universitaire doit alors être continuellement niée (et reniée) parce que considérée comme une limite, purement négative, et liée presque accidentellement au M.S.

2) Intervenir dans les secteurs de l'affrontement de classe avec un programme politique global, servant d'alternative à la proposition des syndicats et des partis.

C'est cette ligne qui a prédominé dans le M.E., l'année dernière, après Valle Giulia, se concrétisant dans la proposition organisationnelle des "consigli"(6) ; et cela, sans aucune référence à la réalité spécifique

universitaire, puisque les militants limitaient leurs interventions dans les différents secteurs de la lutte ouvrière, afin essentiellement d'élargir la base sociale de l'affrontement.

C'est cette ligne du "M.E.-parti" (assumée par le M.E. Romain, l'année dernière) qui a conduit le movimento studentesco au dépérissement et à la crise, c'est-à-dire à la perte progressive du patrimoine de tension et de confiance accumulé dans les affrontements de Valle Giulia. La perte du rapport organique qui liait l'avant-garde interne du M.E. au masses étudiantes, met fin à la puissance (et annule la signification politique) du mouvement-même. En ce sens, on peut dire que cette ligne se détruit par elle-même : il s'agit alors de ne pas la laisser entraîner, à sa suite, tout le M.E. dans sa tombe.

Une ligne semblable risque cependant d'être proposée à nouveau, cette année, par un "mouvement des Comités de Base". Dans cet état d'inexistence des Comités de Base, comme centre d'activité et de choix politique, on n'aurait alors qu'un parti anarcho-syndicaliste, dans lequel l'élite étudiante (ou mieux, le "politburo" centralisé) assumerait la fonction d'un centre d'élaboration et de choix politiques et stratégiques ; et se séparerait, comme avant-garde non-prolétarienne, du prolétariat.

Nous ne croyons pas que l'hypothèse du "parti étudiant" (ou du M.E. réduit à un gros groupe minoritaire) mérite une polémique idéologique particulière. Il est d'ailleurs à noter que si cette hypothèse propose bien le Parti, dans les faits, elle est, idéologiquement, contrainte de nier la poursuite d'un tel but. Il semble donc, malgré les affirmations de certains camarades, qu'il est inutile de rappeler à qui que ce soit l'intrinsèque et profonde signification réactionnaire des hypothèses qui voient dans le M.E. l'avant-garde du prolétariat.

Il semble que dans le même temps personne n'ait le courage de soutenir, à voix haute, la nécessité d'un organe central, comme lieu de choix politiques privilégié par rapport à la base du mouvement.

Il ne nous reste alors qu'à inviter les camarades à se demander qui propose le parti des étudiants et met en pratique un dangereux rapport d'avant-garde étudiante-prolétariat, qui tente de saboter ou de désarçonner systématiquement les instruments d'élaboration et de travail politique de la base du M.E. (avec l'intention de réduire la base du M.E. à une main-d'oeuvre de bas prix, pour la distribution des tracts écrits ailleurs), qui, enfin, élude le problème politique de l'alignement du M.E. sur une ligne de classe. Toutes ces propositions ne permettent que des mobilisations sporadiques, aventuristes, à l'extérieur, et des mobilisations artificielles et émotives (sinon réformistes) à l'intérieur (7).

Il reste à savoir si l'hypothèse du "parti étudiant" a en elle-même une vérité, même partielle. Avant tout, cette ligne a défendu la valeur de l'autonomie du M.E. et a dit "non", dans une phase délicate et difficile, aux insuffisances et dangers des médiations réformistes.

En second lieu, cette hypothèse visait à une politisation complète des mouvements de masse, refusant de la prêter à l'application mécanique proposée par l'U.G.I du rapport "syndicat-parti" (8). Elle a donc su réaffirmer la valeur, à notre avis centrale, pour la révolution dans un pays capitaliste avancé, de la politisation de masse.

En troisième lieu, la ligne du "M.E.-parti", signifie et garantit, quoique de façon grossière et insuffisante, l'émancipation du M.E., hors du réformisme et du corporatisme (9).

Cette conception du mouvement étudiant, qui fut celle des premiers moments du M.E., a permis la défaite du marcusianisme, du "pouvoir étudiant" et l'introduction d'une réelle ligne de classe. Dans le M.E., en ce sens, la positivité de cette ligne reste un fait "historique" capital et indéniable.

Mais ce moment du développement du M.E. a été dépassé, et la poursuite d'une telle ligne conduirait le M.E. au désastre. En effet, désormais, la proposition d'un "M.E.-groupuscule" entre en contradiction avec les trois vérités internes citées ci-dessous :

1) L'autonomie politique du mouvement étudiant serait totalement niée et contredite par le parti étudiant "anarcho-syndicaliste" décrit plus haut, et le M.E. détruirait, avec sa fonction d'avant-garde des masses étudiantes, le vrai fondement de son autonomie politique par rapport aux médiations réformistes et révisionnistes.

2) La politisation de masse, nous l'avons vu, est aujourd'hui mise radicalement en cause par la proposition d'un "M.E.-groupuscule" qui, malgré tout (et inévitablement), implique un retour du mode bourgeois et bureaucratique de "faire de la politique" et qui, de nouveau, distingue la théorie de la praxis, le sommet "qui sait et qui choisit" de la base qui exécute, le politique de l'économique, le travail interne du travail externe à l'université, les choix révolutionnaires des "objectifs intermédiaires", etc Ce sont là les piliers de la non-politisation des masses, sur lesquels se fonde le pouvoir bourgeois et de laquelle naît le révisionnisme.

3) Enfin, une telle ligne groupusculaire empêche aujourd'hui (comme elle l'a favorisé hier) la détermination de la ligne de classe du M.E., car elle extrait du champ spécifique de l'université la capacité révolutionnaire du M.E. et ne spécifie pas les contradictions de classe qui investissent l'étudiant. Elle ne peut pas non plus poser efficacement le problème de leur dépassement. Elle conduit, alors, des mobilisations réformistes et corporatistes.

Donc, nous pouvons dire que la réponse groupusculaire au problème de "la médiation" a épuisé totalement sa fonction historique positive : dès lors, si cette ligne s'affirme dans le M.E. (et si elle continue à s'y affirmer), elle ne pourrait que le conduire à la crise et au désastre politique définitif. Le rôle du M.E. dans la lutte de classe en Italie serait définitivement terminé.

Le deuxième choix, qui tend à soustraire la lutte du M.E. à la médiation des forces politiques existantes, est celui d'un parti révolutionnaire qui dirigerait, parmi d'autres, le mouvement de masse étudiant.

Ce choix a été fait par l'Unione-m.l. Il est significatif. Non seulement parce que ce choix est le fait de camarades venus en général du M.E., mais surtout parce que ces camarades apportaient avec eux, dans leur nouvelle expérience, une série de thèmes et une méthode empruntée au M.E. des premières années.

L'analyse à partir de laquelle est née l'Unione visait, d'un côté, la construction avant-garde révolutionnaire organisée, centralisée et homogène à l'image de celle que Lénine avait constituée en 1903. D'un autre côté, cette analyse visait à placer l'Unione dans un rapport dynamique "d'avant-garde interne" au mouvement de masse lui permettant de stimuler la prise de conscience révolutionnaire, la création d'hypothèses correctes, et de pousser ainsi à la reconnaissance de la nécessité profonde de la constitution du parti.

A ce sujet, l'Unione a, à ses débuts, dénoncé les formes bureaucratiques du PC d'I et des groupes marxistes-léninistes préexistants, qui ne s'acquittaient pas, à son avis, du devoir de guide révolutionnaire des luttes de masse.

Désormais, l'Unione mène ses luttes, seule. Ses hypothèses doivent être évaluées et jugées objectivement mais clairement. Qu'a fait l'Unione au cours de ces derniers mois ? Quel rôle a-t-elle joué dans la lutte des classes ? Quelle fonction d'avant-garde a-t-elle assumée par rapport aux mouvements de masse ? Pour répondre à ces questions, nous devons procéder à une évaluation globale de l'efficacité de la réponse que l'Unione a fourni au problème central de "la médiation".

Quelques questions préalables. Quelles sont les caractéristiques d'une avant-garde léniniste ? Quelles furent les conditions nécessaires et remplies par le parti bolchévique qui lui permirent de s'imposer comme l'avant-garde de la Révolution d'Octobre ?

Parce qu'on doit parler d'une avant-garde réelle (et non d'une avant-garde qui se serait donné, elle-même, ce non), on doit aussi, à notre avis, se rappeler les deux conditions qui permirent aux bolcheviques d'être à l'avant-garde de la Révolution d'Octobre :

1) une analyse précise du moment et du node d'affrontement des classes et une connaissance claire du processus historique qui a conduit à cet affrontement ;

2) une proposition politique claire aux masses en lutte ; proposition qui constitue, au delà de la force organisationnelle (laquelle, ne l'oublions pas, était, dans le cas des bolchéviques, extrêmement limitée) le vrai moment d'unification des luttes.

Ces deux tâches (analyse du moment historique, proposition politique) constituent la stratégie bolchévique. S'il n'y a pas de révolution sans parti, il n'y a pas de parti sans stratégie révolutionnaire. Et un parti, ou même le noyau (10) de ce parti, ne peut préexister à la stratégie elle-même. C'est, en effet, à partir de la stratégie léniniste que le groupe bolchévique entreprit de "s'organiser" et qu'est né ensuite le parti de la révolution d'octobre.

On peut alors se demander quelle est la stratégie par laquelle l'Unione espère guider le prolétariat italien vers la conquête du pouvoir ?

Quelle est l'analyse de la lutte de classe en Italie que les camarades de l'Unione formulent ? Pour autant qu'on lise "Servire il Popolo" et les bulletins internes de l'Unione sur cette question, c'est le silence le plus total et le plus décourageant. Cela ne dépasse pas le jugement superficiel et épisodique (Avola, Viareggio, Battipaglia).

Et, quelle est la proposition politique que l'Union fait au mouvement de masse étudiant pour l'unir effectivement au prolétariat et les conduire à la prise du pouvoir ? Après Battipaglia, l'Unione a voulu répondre à cette question : ce fut aussi efficace qu'un silence. Dans le document de la direction nationale de l'Unione, sorti après l'insurrection de Battipaglia et intitulé "Lutter pour vaincre", on lit que, pour "vaincre", le peuple révolutionnaire italien doit suivre les directives marxistes-léninistes suivantes :

- toutes les énergies des sincères révolutionnaires doivent être pleinement employées à élever la conscience (et réorganiser solidement les rangs) des masses ouvrières, paysannes et de la jeunesse ; il faut combattre, en préparant les conditions nécessaires à la victoire finale.

Ces conditions sont :

- Primo s'aligner sur les principes marxistes-léninistes enseignés par le Président Mao Tse-Toung.

- Secondo : se doter d'une discipline ferme et construire une organisation solide, en construisant les cellules de l'Unione des Communistes Italiens (marxistes-léninistes) qui sera le noyau d'acier vers le parti communiste marxiste-léniniste.

- Terzo : définir des niveaux spécifiques de lutte afin d'unir et de mobiliser réellement le peuple sous la direction de la classe ouvrière, au moment voulu.

Voilà toutes les "directives" que cette "avant-garde" réussit à donner au prolétariat italien, à ceux qui ont affronté la police à Battipaglia, à Avola, à Fondi, aux ouvriers de la Pirelli, de Porto Marghera, de la Fiat, de Marsotto, aux bergers sardes, au M.E. de Viareggio, de Milan, de Palerme, de Rome !

Mais quelle est, alors, la stratégie propre à l'Unione, ce noyau d'acier du parti révolutionnaire ?

Répondre que la stratégie de l'Unione vise "la dictature du prolétariat", c'est, à qui demande "où va-t-on"? Répondre "par là-bas". La réponse de l'Unione n'est guère plus "concrète".

Quel va pouvoir être le rôle d'une telle "avant-garde", d'une "avant-garde" sans stratégie ? Ce sera un rôle "radicalement" ... rétrograde. Rétrograde, parce que n'individualisant pas le rapport dialectique qui se fait jour à travers la croissance des mouvements de masse et la formation d'une vraie avant-garde.

De fait, l'Unione essaie de contraindre la lutte des classes à s'arrêter, pour trouver le temps de se constituer comme avant-garde. Elle ne peut donc concevoir les luttes et les mobilisations de masse qui précèdent sa constitution en avant-garde que comme prématurées et importunes.

Mais, le rôle de l'Union est rétrograde, surtout, parce qu'il est celui d'une force incapable de mener des affrontements de classe et capable seulement d'utiliser le mécontentement que ces affrontements engendrent. L'Unione ne peut frapper le capital aux points centraux de la production ; elle ne peut diriger l'aile marchante de la révolution, le prolétariat ; elle peut, seulement, utiliser cyniquement le mécontentement d'un sous-prolétariat, moins conscient politiquement. C'est d'ailleurs dans les bidon-villes qui entourent les grandes villes industrielles et dans les campagnes pauvres de Messogiorno que l'Unione a concentré son travail de récupération purement tactique, sur n'importe quelles bases idéologiques pourvu que cela lui permette d'organiser de belles manifestations.

A l'intérieur même du Movimento Studentesco, l'Unione a systématisé cette tactique ou, plutôt, cette cynique exploitation du mécontentement.

Avec une praxis des plus singulières pour qui veut guider et unifier les luttes de masse étudiantes, l'Unione ne s'est jamais battue à fond contre l'opportunisme trotskiste et l'aventurisme "petit-bourgeois". Elle n'a fait que se présenter au lendemain des crises (dans lesquelles l'aventurisme conduisait périodiquement le mouvement étudiant) pour récupérer les camarades amers et désillusionnés, se renforçant ainsi uniquement à travers les défaites et non par les victoires du M.E.

Une avant-garde, digne de ce nom, se battrait à l'intérieur du M.E. contre les idéologies et les stratégies fausses qui y dominent parfois, pour tenter d'amener le mouvement étudiant sur une ligne de classe juste et pour unir, de la sorte, le mouvement de masse étudiant au prolétariat en lutte.

Or, c'est une "arrière-garde" qui talonne le M.E., qui refuse d'intervenir dans les luttes qu'il mène et qui ne vise, enfin, qu'à s'agrandir (quantitativement) en exploitant les erreurs aventuristes du M.E. dont, par son silence, elle demeure complice.

C'est là un comportement objectivement contre-révolutionnaire qui non seulement ne sert pas le combat révolutionnaire, mais qui encore lui fait obstacle.

Et, n'est-ce pas un comportement similaire qui explique l'utilisation erronée que l'Union fait de ce qu'elle appelle "l'enquête maoïste"?

L'enquête maoïste, indéniable instrument de lutte, consiste dans sa première phase à rassembler le plus grand nombre possibles de données socio-politiques exprimées par les masses en lutte. Une deuxième phase de rationalisation et d'interprétation est nécessaire, avant l'intervention politique active dans le mouvement de masse considéré.

Or, l'Union délaisse systématiquement la deuxième phase (celle de l'interprétation) et entreprend d'intervenir dans les mouvements de masse à partir d'hypothèses hâtivement tirées de sa récolte d'informations inarticulées. C'est une caricature du maoïsme, et surtout une négation incontestable du léninisme.

Il serait maintenant utile de comprendre à quelles exigences, à quels fantasmes confusément exprimés par de nombreux militants, l'Union répond en fait.

Il s'agit par exemple de déterminer le sens du succès que connaît l'Union en imposant à l'intérieur des cellules une discipline aussi masochiste que bigote (prohibition de l'alcool et de l'amour libre, amour du peuple, haine du péché bourgeois...).

C'est à se demander si l'exigence fondamentale à laquelle l'existence de l'Union répond n'est pas purement et simplement un besoin ressenti par de jeunes lycéens (le recrutement de l'Union est principalement lycéen) d'appartenir à un parti (à un parti-mère) où l'on se sent encadré, dirigé... Si notre hypothèse est juste, cela pose un problème. Mais la solution de ce problème est-elle du ressort de l'Union ? Si oui, les cadres de l'Union ne sont rien d'autre que des psychologues "maoïstes" dont d'ailleurs la thérapeutique demeure contestable.

Qui plus est, ce "désir" d'une organisation (rigide et maternelle, à la fois) est un désir spécifiquement petit-bourgeois et non révolutionnaire, (le parti bolchevik, s'il était rigide, n'était pas maternel).

Nous devons, enfin, tenter de comprendre l'usage que l'Union fait de l'irrationnel et du mythique. Quand nous lisons dans les tracts de l'Union que ses militants agitent joyeusement le petit livre rouge et lancent des cris révolutionnaires exprimant, ainsi, "leur grand amour pour les hauts dirigeants de l'Union" ; quand nous lisons dans le numéro de "Servire il popolo" (dédié au mouvement étudiant) que tous les étudiants "aiment profondément" le président Mao, qu'ils étudient exclusivement le marxisme-léninisme dans le petit livre rouge, nous ne pouvons en rire et prendre l'attitude suffisante qu'une certaine bourgeoisie éclairée (de "gauche") adopte au sujet de la politique chinoise,

(la vraie). Cette bourgeoisie feint de ne pas comprendre la profonde signification révolutionnaire qu'assument, dans la réalité culturelle et historique chinoise, ces manifestations monstres qui, parce qu'elles sont étroitement liées à la tradition populaire, constituent un moyen formidable d'émancipation et d'expression politique des masses chinoises. < Ces manifestations n'en demeurent pas moins très étrangères à la conscience populaires occidentales. La preuve en est l'accueil mitigé que le prolétariat italien leur réserve. >

Bref, à la lecture des textes de l'Unione, nous ne rions pas. Nous nous indignons et nous nous épouvantons. Parce que nous savons quelle signification prend (ou peut prendre) dans la réalité historique italienne un tel recours au mythe et à l'irrationnel : dogmatisme, culte de la personnalité, autoritarisme...

Il est temps maintenant de chercher à remonter de cette analyse sommaire de l'expérience de l'Unione, à une évaluation générale de la seconde réponse (celle du parti étudiant) à la question de la médiation révolutionnaire du mouvement de masse étudiant.

L'échec de l'expérience de l'Unione démontre, principalement, qu'en Italie toute tentative de médiation (dans le cas de l'Unione, par l'intermédiaire d'une "avant-garde" externe) conduit à une position droitière par rapport aux mouvements de masse en croissance constante. Ainsi, le plus souvent, ces pseudo "avant-gardes" sont balayées par les mouvements de masse dont le niveau de maturité politique leur est largement supérieur.

L'échec de l'Unione démontre, en second lieu, que la médiation politique opérable par une véritable avant-garde doit reposer sur une stratégie claire et clairement reprise en charge par les divers mouvements de masse.

Ainsi, il apparaît que les deux réponses (politiques et stratégiques) apportées à la question de la médiation révolutionnaire ne répondent en aucune façon au problème que l'existence et la puissance du M.E. posent.

Nous sommes donc maintenant en mesure d'affirmer que vouloir substituer à une médiation droitière (P.C.I.) une médiation groupusculaire (Parti Etudiant ou groupuscule extérieur au milieu étudiant), est une prétention aussi inutile qu'inefficace.

Le devoir du mouvement de masse révolutionnaire (libéré du rapport éculé "mouvement de masse-Parti") est, par dessus tout, d'être de masse et d'être révolutionnaire et de mobiliser des masses toujours croissantes sur une ligne de classe avancée et claire. Cela signifie qu'il faut "occuper" non seulement facultés et écoles, mais aussi les masses étudiantes et tous les secteurs (sociologiques) qui, de plus en plus, subissent l'oppression capitaliste. Cela signifie, aussi, que nous devons concevoir la lutte contre les institutions bourgeoises, non comme un objectif "intermédiaire" mais comme un moment central de la mobilisation et de la politisation de masse.

Attaquer les points vitaux de la société capitaliste, infliger des défaites au contrôle oppressif exercé par la bureaucratie politique bourgeoise et à l'idéologie qu'elle propage, vaincre le corporatisme, le j'm'en foutisme, stimuler l'auto-organisation, la politisation de masse, telles sont les seules façons efficaces de dépasser (en les contrant) les tentatives de médiation révisionnistes et bourgeoises.

Notre seule position de force (pour une dénonciation des médiations bourgeoises) se trouve dans un affermissement effectif de notre liaison avec les masses étudiantes et populaires.

Etre "plus à gauche", dans le cadre d'un mouvement de masse, cela signifie être toujours "plus en bas" (toujours plus proche de la base) et, à un autre niveau, être qualitativement toujours "plus en haut" (à un niveau de politisation croissant). C'est pourquoi nous devons comprendre et populariser largement les besoins des masses et leur caractère objectivement révolutionnaire.

C'est seulement ainsi qu'il nous sera possible de poursuivre, dans la lutte même, une médiation révolutionnaire adéquate.

Bref, le mouvement étudiant doit, aujourd'hui, s'il veut faire preuve de quelque efficacité, déterminer exactement son rôle à l'intérieur d'une stratégie révolutionnaire globale. Et pour cela, il lui faut contrer toutes les tentatives réformistes de médiation et comprendre pleinement la signification de la politisation et de l'extension présente des mouvements de masse révolutionnaires italiens.

(1) Unités organisationnelles de base (cf. les C.d.B.).

(2) Revue trimestrielle proche du M.E.

(3) Léninien désigne l'historicité de l'analyse et de la pratique léniniste, alors que Lénine lui-même dirigeait le P.C.B.

(4) Nous entendons par "forces politiques" toutes les formations qui agissent sur un plan politique d'ensemble et non de secteur, c'est-à-dire qui se proposent une stratégie de conquête ou d'exercice du pouvoir. Cette définition n'est donc pas limitée aux forces politiques représentées au parlement, mais comprend des forces comme le PC d'I -m-l, l'Unione -m-l...

(5) L'instruction vue comme centre explosif d'affrontement dans le problème de la "sélection" dans l'école et des crises des rôles professionnels bourgeois.

(6) Unités organisationnelles entre lesquelles était réparti le travail sur l'extérieur (usines, quartiers populaires).

(7) L'anarcho-syndicalisme étudiant est syndicaliste dans l'université, anarchiste dehors.

(8) Unione Goliardica Italiana (groupe universitaire de tendance communiste).

(9) De "façon grossière et insuffisante" précisons-le parce que, bien sûr, cette émancipation se réaliserait pleinement, sur une juste ligne de classe.

(10) Fut-il d'acier !